

Le Monde
2/12/2000.
p. 17.

Dont acte, Lionel Jospin

par Pierre Bergé

C'EST n'est pas sans surprise ni émotion que j'ai pris connaissance des propos tenus par Lionel Jospin à Grenoble. Je ne sais pas si François Mitterrand, qui avait promis aux Français de ne pas les quitter lors des derniers vœux de fin d'année qu'il devait leur adresser, a « regardé », selon l'expression du premier ministre, les participants du congrès socialiste, ni s'il a entendu les déclarations en question, mais si ce fut le cas je suis certain qu'il aura savouré cette ironie de l'Histoire.

Qu'aujourd'hui, avec l'invention de la « gauche plurielle » – nouvelle version de l'union de la gauche –, Lionel Jospin poursuive l'action de François Mitterrand, qui en douterait ? Mais cette action fut poursuivie dès l'arrivée aux affaires de Lionel Jospin. Le reconnaît enfin ne peut que plaire à ceux qui croient depuis longtemps que Mitterrand, à l'égal de Blum ou de Mendès France, a creusé le sillon qui a donné à la gauche ses meilleures forces, qui en a fait définitivement une solution d'alternance et non un accident de l'Histoire, qui a permis à la majorité actuelle de gouverner la France et au premier ministre d'être en position de remporter l'élection présidentielle.

Qu'aujourd'hui
avec l'invention de
la « gauche plurielle »
Lionel Jospin
poursuive l'action de
François Mitterrand,
qui en douterait ?

Ceux, dont je suis, qui se font un devoir de défendre l'œuvre – et parfois l'honneur – du président Mitterrand apprécieront comme il convient ces propos qui apparaissent comme un soutien. Car le chemin fut long et il fut parfois dur, mais tous ceux qui l'ont emprunté n'ont écouté que leur fidélité.

Aveugles et sourds, nous ne le sommes pas, qu'on le sache bien. Simplement, nous ne tolérons pas que des mensonges soient élevés au rang de vérités ni qu'on laisse le voile de l'oubli recouvrir une période importante de notre histoire. Comme un soutien, c'est ainsi que je veux comprendre les propos de Lionel Jospin.

Je ne prêterai pas au premier ministre des intentions politiques : qu'il veuille réunir la gauche tout entière me semble normal. Déjà, l'entrée dans son gouvernement de ministres dits « mitterrandiens » nous avait semblé de bon augure – même si beaucoup d'autres ne l'étaient pas moins. Le congrès de Grenoble aura-t-il tourné une page ? On ne peut que l'espérer. On ne peut aussi, si j'ai bien compris, que se réjouir de voir le premier ministre accepter en l'état l'héritage légué par François Mitterrand.

Pour ma part, les distances que j'avais marquées lors du congrès de Rennes avec Lionel Jospin m'autorisent à saluer ses déclarations et à les considérer comme un geste de réconciliation. Dont acte.

Pierre Bergé est président de l'Association des amis de l'Institut François-Mitterrand.

Le Monde

p. 54 2/12/2000

Le président Chirac achève son marathon de préparation du sommet de Nice

Les divergences restent nombreuses sur la réforme des institutions

A une semaine du sommet de Nice, où l'Union doit trouver un accord sur la réforme des institutions européennes nécessaire à son élargissement, le président

Chirac achève une difficile tournée des Quinze. Il appartient à la France, présidente en exercice de l'Union, de trouver les compromis.

SEDFIELD
(Grande-Bretagne)

de notre envoyée spéciale

Quatorze chefs de gouvernement des pays de l'Union rencontrés en moins de dix jours, autant de conférences de presse, de toasts portés au succès de l'élargissement de l'Europe et de points de désaccords discutés dans le secret des entretiens en tête-à-tête : la tournée européenne du président Jacques Chirac pour préparer le sommet de Nice, qui s'ouvrira jeudi 7 décembre, se termine comme un véritable marathon. Si l'on ajoute les quelque 325 heures de négociations multiples - le chiffre a été calculé par le cabinet du ministre des affaires étrangères - auxquelles a donné lieu la fameuse Conférence intergouvernementale (CIG) sur les institutions, qui se conclura à Nice, on a une idée de la dramatisation qui précède le rendez-vous de la semaine prochaine.

La conclusion de la tournée aura lieu, samedi 2 décembre, en Allemagne, à Hanovre, où le chef de l'Etat, après l'Italie et les Pays-Bas, rencontrera le chancelier Gerhard Schröder pour faire avec lui un point très attendu en raison des dissonances apparues entre Paris et Berlin. Le chancelier s'est, lui aussi, engagé personnellement dans la négociation, se rendant à Bruxelles et dans plusieurs capitales.

Après la péninsule Ibérique • - d'abord à Madrid puis à Lisbonne, où le premier ministre, Antonio Guterres, a fait part de ses appréhensions sur les propositions de réforme de la Commission européenne -, le président Chirac avait gagné jeudi les îles Britan-

niques. Il y a rencontré à Dublin le premier ministre, Bertie Ahern, avant de rendre visite à Tony Blair dans sa circonscription électorale de Sedgfield, au nord-est de l'Angleterre.

LE DROIT DE VETO

Le premier ministre britannique est soumis à de très fortes pressions à domicile pour faire le moins de compromis possibles sur l'abandon du droit de veto dans les processus de décision communautaire ; la généralisation du vote à la majorité qualifiée est au centre des négociations de Nice sur la réforme du fonctionnement des institutions communautaires. Tout le monde est à peu près d'accord sur le principe mais chaque pays estime qu'il y a des domaines d'extrême sensibilité nationale où il ne peut transiger sur l'unanimité pour ne pas risquer d'être mis en minorité.

La France veut ainsi garder son droit de veto pour défendre la spécificité culturelle européenne dans les négociations commerciales internationales. L'Allemagne, comme la France, est hésitante sur les questions d'immigration, l'Espagne sur les aides régionales, la Grande-Bretagne bloque sur la fiscalité, les politiques sociales. « Chaque pays a ses lignes rouges. Nous sommes ainsi contre une harmonisation fiscale en Europe. Mais dans bien des domaines, nous sommes en faveur d'un vote à la majorité qualifiée », a expliqué M. Blair à l'issue de sa soirée avec le président français. Jacques Chirac a aussitôt filé la métaphore. « Nous devons trouver cette grande voie verte entre les lignes rouges », a-t-il assuré, résolu

à montrer son optimisme. A l'étape de Dublin, quelques heures auparavant, les Français, très agacés, avaient découvert les déclarations du président de la Commission, Romano Prodi, assurant que « les risques d'un échec à Nice ne sont pas minces ». M. Chirac a voulu temporer : « Chacun devrait attendre la dernière minute pour faire des concessions. J'espère réserver une bonne surprise à M. Prodi. »

M. Blair et M. Chirac ont aussi évoqué la crise de la vache folle, comme le chef de l'Etat l'a fait chez presque tous les partenaires visités. M. Blair et M. Chirac sont tombés d'accord pour souligner qu'il s'agit désormais d'un problème européen et affirmer leur soutien aux mesures sanitaires en cours. M. Chirac a affirmé qu'il mangerait « volontiers » du bœuf anglais. Mais M. Blair ne l'a pas obligé à tenir sa promesse en faisant servir de l'agneau au dîner qu'il lui offrait.

Raphaëlle Bacqué